Les premières fissures de l'URSS d'après-guerre

Le cas de la Géorgie et du Caucase du Sud, 1946-1956

Georges Mamoulia

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/monderusse/8825>

DOI : 10.4000/monderusse.8825

ISSN : 1777-5388

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2005

Pagination : 593-615

ISBN : 2-7132-2056-4

ISSN : 1252-6576

Référence électronique

Georges Mamoulia, « Les premières fissures de l'URSS d'après-guerre », *Cahiers du monde russe* [En ligne], 46/3 | 2005, mis en ligne le 01 janvier 2007, consulté le 04 septembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/8825> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/monderusse.8825>

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=CMR&ID_NUMPUBLIE=CMR_463&ID_ARTICLE=CMR_463_0593

Les premières fissures de l'URSS d'après-guerre. Le cas de la Géorgie et du Caucase du Sud, 1946-1956

par Georges MAMOULIA

| Editions de l'EHESS | *Cahiers du monde russe*

2005/3 - Vol 46

ISSN 1252-6576 | ISBN 2713220564 | pages 593 à 615

Pour citer cet article :

—Mamoulia G., Les premières fissures de l'URSS d'après-guerre. Le cas de la Géorgie et du Caucase du Sud, 1946-1956, *Cahiers du monde russe* 2005/ 3, Vol 46, p. 593-615.

Distribution électronique Cairn pour les Editions de l'EHESS.

© Editions de l'EHESS. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

GEORGES MAMOULIA

LES PREMIÈRES FISSURES DE L'URSS D'APRÈS-GUERRE

Le cas de la Géorgie et du Caucase du Sud, 1946-1956

Lorsque l'on se penche sur l'histoire de la Géorgie des années 1940-1950, l'on ne peut manquer d'être frappé par les contradictions marquant la société géorgienne, à la fois captive du totalitarisme bolchevik et en même temps encline à un nationalisme provincial transparaissant clairement sous le vernis de l'idéologie officielle. Les archives aujourd'hui accessibles permettent de répondre à un certain nombre de questions qui n'ont pas perdu leur actualité de nos jours, après l'effondrement de l'URSS. Elles nous permettent de mieux définir le rôle du nationalisme dans la vie politique des républiques du Caucase du Sud ; de décrire les méthodes utilisées par les dirigeants locaux pour assurer la stabilité dans leur fief durant la fin de la période stalinienne et le début de la période khrouchtchévienne ; et enfin, à partir de l'exemple géorgien, de mesurer l'impact de la politique de Moscou, et surtout des querelles de clans au sein du Kremlin, sur l'évolution des sociétés sud-caucasiennes.

Les espoirs de 1945-1946

Dans notre article précédent¹ nous avons évoqué en détail les aspects de politique extérieure et intérieure des crises turque et iranienne de 1945-1947. Les dirigeants staliniens avaient le souci d'assurer un équilibre entre les nations du Caucase du Sud, et ce facteur joua son rôle, comme le montrent les documents d'archives. Si les revendications irrédentistes des républiques caucasiennes à l'égard de la Turquie et

1. G. Mamoulia, « Les crises turque et iranienne 1945-1947. L'apport des archives caucasiennes », *Cahiers du Monde russe*, 45 (1-2), 2004, p. 278-279.

de l'Iran avaient été satisfaites, les frontières entre l'Arménie, la Géorgie et l'Azerbaïdjan auraient été modifiées. On envisageait de restituer à la Géorgie les districts de Kakhi, Zakatala et Belakany intégrés à l'Azerbaïdjan en 1921 et de rendre le Haut-Karabakh à l'Arménie. N'oublions pas que Mir Djafar Bagirov, le secrétaire du PC d'Azerbaïdjan, et surtout Kandid Čarkviani, le secrétaire du PC de Géorgie, avaient à Moscou un patron influent en la personne de Berija, qui avait l'oreille de Stalin. Ce dernier n'était vraisemblablement pas opposé à ce plan de modification des frontières sud-caucasiennes, car il ne souhaitait pas un renforcement excessif de l'élément turc dans le Caucase du Sud. La réalisation de ces modifications aurait permis de créer des républiques sud-caucasiennes ethniquement plus homogènes, donc plus stables.

Cette politique de stabilisation des républiques sud-caucasiennes avait un autre volet : la tentative de rallier l'émigration au régime soviétique. Si ce double projet — satisfaction des revendications irrédentistes, réconciliation avec les chefs de l'émigration — avait réussi, les dirigeants des républiques sud-caucasiennes auraient pu se présenter comme les défenseurs légitimes des intérêts nationaux de leur république. La résolution du *Politbjuro* de l'URSS autorisant, à la suggestion des communistes géorgiens, le retour d'émigrés géorgiens de France² était datée du 26 mai 1947. Cette date du 26 mai était hautement symbolique, puisqu'il s'agissait du 19^e anniversaire de la proclamation de l'indépendance de la république de Géorgie. L'appel au retour des émigrés était, dans le cas géorgien, motivé par des considérations de prestige politique, plus que par l'espoir de peupler les territoires pris à la Turquie, comme c'était le cas pour l'Arménie les années précédentes.

L'échec essuyé par les dirigeants du Kremlin dans leur tentative d'agrandissement de l'URSS au détriment de la Turquie et de l'Iran fut très mal pris par la majorité des Caucasiens du Sud. Même des communistes de haut rang se firent l'écho de cette déception et de ce mécontentement. La campagne de propagande déclenchée dans les républiques sud-caucasiennes pour accompagner les revendications irrédentistes atteignit l'URSS en boomerang après le fiasco de ces plans. La population éprouva une amertume d'autant plus vive qu'en même temps elle se heurtait au chauvinisme grand-russe croissant encouragé par Stalin dans l'immédiat après-guerre, qui succédait au patriotisme soviétique cultivé pendant la guerre. L'accent mis sur le rôle essentiel du peuple russe dans la défaite du fascisme engendra chez les Russes un sentiment de mépris à l'égard des petits peuples.

Cet état d'esprit était particulièrement sensible parmi les officiers et au sein du commandement des unités militaires basées dans le Caucase du Sud.

La convergence de ces facteurs, — déconvenue après l'échec des revendications irrédentistes, flambée du chauvinisme russe après la victoire —, entraîna une déstabilisation de la vie politique dans les républiques sud-caucasiennes. Les archives du MGB de Géorgie attestent qu'à partir de l'été 1947 le mécontentement augmente, tant au sein de la population locale que parmi les militaires russes stationnés dans le

2. 59 émigrés revinrent en Géorgie. V. B. Sokolov, *Berija. Sud'ba vsesil'nogo narkoma* [Berija. Destin d'un commissaire du peuple tout-puissant], M. : Veče, 2003, p. 265.

Caucase du Sud. C'est, à notre avis, à cette date qu'il faut faire remonter le début du processus d'érosion du fondement méridional de l'empire soviétique.

À cela il faut ajouter un autre facteur non moins important : l'affaiblissement de la position de Berija dans le cercle du Kremlin, qui commença à susciter des remous en Géorgie à la fin de 1947. Rappelons qu'après être monté à Moscou en 1938, Berija avait conservé son emprise sur la Géorgie. Tout comme Stalin, il était resté membre du Comité central de Géorgie, et c'est lui qui contrôlait la politique des cadres dans la république. À en croire Akakij Mgeladze, le successeur de Čarkviani à la tête du PC géorgien en mars 1952, toutes les décisions importantes concernant la république étaient jusqu'en 1951 prises par les dirigeants géorgiens après avoir consulté Berija ; ensuite seulement ils en référaient à Stalin³. Ceci est confirmé par Hruščev dans ses *Mémoires* : « Berija patronnait et protégeait la Géorgie. Il ne permettait à personne de se mêler des affaires géorgiennes. Toutes les informations de Stalin sur la Géorgie passaient par lui »⁴. Ronald G. Suny fait observer avec raison que « cette base locale dont disposait Berija était un phénomène unique au sein de la direction soviétique »⁵.

Cependant en mai 1946, Vsevolod Merkulov, le protégé de Berija, fut remplacé par Viktor Abakumov à la tête du MGB. Cette date marque le début d'une offensive menée par Stalin contre les cadres de Berija en Géorgie. N'oublions pas qu'en même temps Berija perdait le contrôle du MGB de l'URSS dont il avait jusqu'alors la tutelle ; autrement dit, il était désormais privé de la possibilité de nommer des hommes à lui dans cet organisme. À partir du 17 septembre 1947, c'est Aleksandr Kuznecov, le chef du « groupe de Léninegrad », qui hérite de ces fonctions⁶. Or Kuznecov était partisan d'une politique nationaliste russe.

En janvier 1948, Nikolaj Ruhadze, un ancien du SMERŠ d'Abakumov, succède à Avksentij Rapava à la tête du MGB géorgien. Rapava était très proche de Berija. Sans attendre, Ruhadze entreprit de purger le MGB géorgien des hommes de Rapava. En mai 1948 c'est un autre protégé de Berija, Petre Šarija, qui perd son poste — ce même Šarija que Berija avait envoyé à Paris en 1945 pour nouer des contacts avec l'émigration géorgienne⁷.

Les partisans du chauvinisme grand-russe qui se trouvaient dans le Caucase du Sud, à savoir le commandement de la région militaire de Transcaucasie, tentèrent immédiatement d'exploiter cet affaiblissement des positions des communistes géorgiens au Kremlin.

3. A. Mgeladze, *Stalin : kakim ja ego znal* [Stalin, tel que je l'ai connu], Tbilissi, 2001, p. 248.

4. N. S. Hruščev, *Vremja, ljudi, vlast'* [L'époque, les hommes, le pouvoir], M. : Moskovskie novosti, t. II, 1999, p. 58-59.

5. R. G. Suny, *The Making of the Georgian Nation*, 2nd ed., Bloomington : Indiana University Press, 1994, p. 287.

6. N. Petrov, « Repressii v apparate MGB v poslednie gody žizni Stalina 1951-1953 » [Les répressions dans l'appareil du MGB pendant dernières années de Stalin 1951-1953], *Cahiers du Monde russe*, 44 (2-3), 2003, p. 405.

7. A. Knight, *Beria : Stalin's First Lieutenant*, Princeton : Princeton University Press, 1993, p. 149.

On se souvient qu'en 1942 Stalin avait ordonné la création de 10 divisions nationales recrutées parmi les peuples du Caucase du Sud, dont 4 divisions géorgiennes. Une partie de ces unités nationales avait combattu sur le front de la Seconde Guerre mondiale ; les autres étaient restées en Géorgie pour défendre la frontière turco-géorgienne. Après la fin de la guerre, trois divisions furent rattachées à la région militaire de Transcaucasie : la 414^e qui était géorgienne, la 89^e qui était arménienne, la 216^e qui était azerbaïdjanaise.

À partir de 1947 le commandement réel des troupes soviétiques en Transcaucasie était assuré par le général Mihail Kazakov, chef de l'état-major et adjoint du commandant, ainsi que par le général Dmitrij Kolesnikov, responsable du département politique de la région militaire de Transcaucasie. Le maréchal Tolbuhin venait de quitter son poste de commandant de la région militaire de Transcaucasie pour des raisons de santé. Tolbuhin avait entretenu de bonnes relations avec les dirigeants communistes géorgiens, tout comme avec Berija. Son successeur par intérim, le général Antonov, à la différence de Tolbuhin, ne put ou ne voulut mettre un frein au chauvinisme russe grandissant qui sévissait dans l'armée.

Cette évolution s'expliquait aussi par des facteurs sociaux. En Géorgie par exemple la collectivisation des années 30 avait été menée de façon beaucoup moins radicale que dans les autres régions de l'URSS ; les paysans avaient conservé une liberté économique inconcevable ailleurs en URSS. Ils tiraient l'essentiel de leurs revenus de leurs lopins privés. Le niveau de vie était donc considérablement plus élevé en Géorgie que dans les autres régions de l'URSS, d'autant plus que la république avait été épargnée par les ravages de la guerre. Les officiers russes accusaient les Géorgiens d'être des « spéculateurs ». En Arménie les problèmes de logement étaient le plus souvent la cause des conflits entre militaires russes et autorités locales. Des milliers de rapatriés avaient afflué en Arménie à partir de 1946⁸. La pénurie de logements était devenue dramatique. Les responsables arméniens accordaient une priorité à leurs compatriotes sur les militaires russes. Un rapport du MGB cite la réflexion d'un officier russe : « Je n'ai jamais vu de désordre pire qu'ici, et personne ne fait rien. Les officiers vivent dans des bureaux, on ne leur donne pas de logement, alors que les Arméniens qui viennent de l'étranger reçoivent un appartement »⁹.

Les choses allèrent si loin que le 10 novembre 1947, Ruhadze, le responsable du contre-espionnage de la région militaire de Transcaucasie, fut obligé d'adresser une lettre au commandant de la région militaire ainsi qu'aux dirigeants de Géorgie, d'Azerbaïdjan et d'Arménie, dans laquelle il exprimait son inquiétude devant « les

8. C. Mouradian, « L'immigration des Arméniens de la diaspora vers la RSS d'Arménie, 1946-1962 », *Cahiers du Monde russe et soviétique*, 20 (1), 1979. p. 79-110 ; K. Hačatrjan, « Armjanskij vopros i repatriacija armjan v 1945-1949 gg. » [La question arménienne et le rapatriement des Arméniens dans les années 1945-1949], *Vertikali istorii* (Tbilissi), vol. V, 2003, p. 111-112.

9. GAPPOD (Gosudarstvennyj arhiv političeskikh partij i obščestvennyh dviženij Azerbajdžanskoj respubliky — Archives nationales des partis politiques et des mouvements sociaux de la République d'Azerbaïdjan), f. 1, op. 168, d. 6, l. 47.

manifestations de chauvinisme grand-russe [qui] non seulement ne diminuaient pas, mais au contraire avaient tendance à augmenter »¹⁰. Ruhadze soulignait que cet état d'esprit avait été constaté par les organes du contre-espionnage dans toutes les unités sans exception. Pire encore, les officiers supérieurs, y compris les responsables politiques, non seulement ne cherchaient pas à mettre fin à ces débordements, mais encore ils les encourageaient chez leurs subordonnés en se faisant les véhicules de ce chauvinisme grand-russe. Ruhadze illustrait son propos par des exemples. Il citait le général Koreckij : « En arriver là ! Pour qui avons-nous versé notre sang pendant la guerre ? Pour le régime soviétique ou pour les Azerbaïdjanais et Bagirov ? ! » Le général Petrušin : « Ces Tsiganes ne savent pas se battre et sont des empotés » (dans sa bouche le terme de « Tsiganes » désignait tous les Caucasiens). Le général Makov : « Ces Arménouches et Géorgiens minables ». Le colonel Rešetnikov : « Quel dommage que les Turcs n'aient pas exterminé complètement cette nation arménienne ! ». Le colonel Alekseenko : « Je n'ai qu'un rêve, partir d'ici, et que les Turcs occupent tout jusqu'à Rostov et ne laissent subsister aucun exemplaire des autochtones ». Le commandant Tretjak : « Je ne suis guère content de l'endroit où je me trouve. Si seulement cette ville était russe ! Ces mètèques me sortent par les yeux ! » Les officiers subalternes se gênaient encore moins. Le capitaine Špakov : « Il faudrait organiser une nuit de la Saint-Barthélémy pour les Azerbaïdjanais ». Le capitaine Makarenko : « Je donnerais bien 500 roubles par mois de mon salaire à celui qui exterminerait tous les Azerbaïdjanais ». Le lieutenant Leonov : « S'il y avait maintenant une guerre avec la Turquie, je jetterais la première bombe sur les Géorgiens »¹¹.

Profitant de la conjoncture favorable, les généraux Kazakov et Kolesnikov menaient une politique de russification à outrance des unités nationales qui leur étaient subordonnées. Ils se mirent notamment à modifier le recrutement des divisions nationales en privilégiant le principe exterritorial, ce qui revenait à supprimer progressivement les divisions nationales, de manière à affecter de préférence des Russes aux troupes stationnées dans le Caucase. Cette politique de dilution graduelle des divisions nationales était menée sur le terrain, sans que ces officiers eussent obtenu l'autorisation formelle qu'ils avaient demandée à l'état-major et au commandement de l'armée de terre¹². Visiblement les généraux russes nourrissaient le dessein de russifier et d'assimiler autant que possible la jeune génération des nations caucasiennes. En effet, dès qu'ils étaient privés de la possibilité de faire leur service militaire dans les unités nationales, où ils disposaient même de journaux publiés dans leur langue maternelle, les appelés caucasiens étaient envoyés dans d'autres régions de l'URSS. Un grand nombre d'entre eux épousaient des femmes russes et ne revenaient plus.

10. E. Ismajlov, *Vlast' i narod. Poslevoennyj stalinizm v Azerbajdžane 1945-1953* [Le pouvoir et le peuple. Le stalinisme d'après-guerre en Azerbaïdjan, 1945-1953], Bakou : Adilogli, 2000, p. 260.

11. GAPPOD, f. 1, op. 168, d. 6, l. 41-42, 45, 50-51, 57.

12. APG (Arhiv Prezidenta Gruzii — Archives présidentielles de Géorgie), f. 14, op. 23, d. 561, l. 4-7.

Pour des raisons compréhensibles, les auteurs des documents secrets conservés dans les archives géorgiennes mettent l'accent sur les sentiments anticaucasiens des généraux Kazakov et Kolesnikov. Cependant une analyse de ces documents montre qu'à l'évidence il ne s'agissait pas seulement des dispositions chauvines de tel ou tel officier, mais d'une politique délibérée du commandement de la région militaire de Transcaucasie, visant à la russification totale de toutes les unités et à la suppression des divisions nationales. De toute évidence, les généraux russes n'avaient aucune confiance dans les Caucasiens.

Le département du contre-espionnage militaire du MGB informait régulièrement les dirigeants caucasiens des initiatives du commandement de la région militaire de Transcaucasie et des conflits incessants entre militaires russes et militaires caucasiens (voir doc. I en annexe).

Il donnait force exemples de la défiance éprouvée par le commandement russe à l'égard des divisions nationales. Ainsi une note signalait que « le général Kolesnikov avait déclaré que la 216^e division d'infanterie était inapte au combat car elle était constituée d'Azerbaïdjanais ; il ne fallait en aucun cas l'utiliser pour défendre la frontière iranienne ; mieux valait la maintenir à l'arrière »¹³. Cette note relevait de même des déclarations du général Kazakov dans le genre de celles-ci : « Nommez le moins possible d'officiers locaux à l'état-major de la région militaire. Il nous faut le plus grand nombre possible d'Ivanov et de Petrov » (propos tenus en septembre 1947 au responsable de la section des cadres de l'état-major de la région militaire). « Je n'ai pas besoin d'Arméniens » (Kazakov devait signer l'attribution du grade de commandant à un Arménien fin 1948). « Il n'arrive pas à saisir qu'il est le commandant d'une division, et non pas un marchand arménien » (il s'agissait du général Martirosjan, commandant de la 89^e division d'infanterie arménienne). « Les Russes réussissent partout parce qu'ils sont russes, alors que ce Sigaladze ne sera sûrement pas à la hauteur de sa tâche » (Kazakov justifiait ainsi son refus de nommer le général Sigaladze à la tête de la chaire militaire d'un institut). « Je me demande pourquoi nous nous adressons à ce merdeux incapable de comprendre qu'il faut coopérer avec l'armée. Il n'a même pas appris à parler russe. En Russie ce type ne serait même pas brigadier de kolkhoze, et ici on en a fait un ministre » (ces amabilités visaient Arobelidze, le ministre géorgien du Commerce, qui avait refusé de livrer des montres et des radios destinées à récompenser les officiers de la région militaire de Transcaucasie)¹⁴.

Ce phénomène n'était pas propre à la Géorgie. Des événements analogues avaient lieu en Azerbaïdjan. Le général Kolpakçi, qui avait été chargé à l'automne 1948 du commandement de la 4^e armée stationnée en Azerbaïdjan, avait dès son arrivée commencé à s'ingérer sans se gêner dans les affaires intérieures de la république, exigeant de son premier secrétaire Mir Djafar Bagirov qu'il satisfasse toutes ses exigences¹⁵.

13. *Ibid.*, I, 17.

14. *Ibid.*, I, 15-16.

15. E. Ismajlov, *op. cit.*, p. 261.

Les officiers russes des unités stationnées en Abkhazie se conduisaient de manière encore plus agressive. Ainsi, le colonel Poršakov, qui était le responsable de l'instruction politique des officiers, répandait en septembre 1948 parmi les officiers des rumeurs selon lesquelles la ville de Soukhoumi serait bientôt détachée de la Géorgie et rattachée à la région de Krasnodar en RSFSR. Comme les chauvins russes d'aujourd'hui, ce mentor des officiers en matière d'idéologie justifiait cette mesure par les arguments suivants : « La région de Krasnodar arrivera bien mieux que le gouvernement géorgien à faire de Soukhoumi une magnifique ville touristique, comparable à Sotchi. Cela va tout changer, notre vie en sera meilleure, et quant à nos enfants, ils n'auront plus à perdre du temps à l'école pour apprendre une langue aussi totalement inutile que le géorgien : le rêve en un mot »¹⁶.

Il va sans dire que les officiers caucasiens tentaient de réagir à ces tendances et de défendre leurs compatriotes. Ainsi le colonel Abbasov, un officier du 589^e régiment d'infanterie de la fameuse 216^e division que le général Kolesnikov avait qualifiée de peu fiable, fut accusé de « nationalisme » car il voulut faire en sorte que tous les officiers de son régiment fussent azerbaïdjanais. L'un de ces officiers, le lieutenant Mehtiev, se plaignait des humiliations incessantes auxquelles le soumettaient les officiers russes : « À dire vrai, je ne peux pas travailler avec les Russes, je les déteste. J'aimerais qu'il n'y ait que des Azerbaïdjanais dans notre division, il y aurait une meilleure compréhension mutuelle ». Les officiers géorgiens enseignant dans les chaires militaires des instituts de Géorgie rendaient aux chauvins russes la monnaie de leur pièce. Ainsi la note de Ruhadze cite le lieutenant-colonel Zaališvili, qui, apprenant que le lieutenant-colonel Soldatnikov avait été nommé directeur de la chaire militaire de l'Institut d'agronomie, déclara : « La Géorgie est pour les Géorgiens, les Russes n'ont rien à faire ici. Ils n'ont qu'à rentrer en Russie, nous avons assez d'officiers géorgiens »¹⁷.

Čarkviani et les communistes géorgiens étaient obligés de faire appel à leurs relations pour contrer les tendances nationalistes grand-russes et se faire les défenseurs des intérêts nationaux, afin de préserver la stabilité dans la république et de conserver leur prestige aux yeux de la population. Il est fort probable que ce fut sur le conseil de Berija que Čarkviani choisit l'été 1949 pour adresser une lettre à Stalin dans laquelle il se plaignait de ce que l'activité de Kazakov et Kolesnikov « était particulièrement inopportune dans la région militaire de Transcaucasie, dont les troupes sont appelées à défendre les frontières de notre grande patrie en collaboration étroite avec la population de l'arrière, c'est-à-dire les habitants des républiques de Transcaucasie »¹⁸. En soulignant que le comportement des généraux russes pouvait compromettre la bonne entente entre les peuples dans la région et la sécurité des arrières de l'Armée rouge en Transcaucasie, Čarkviani avait trouvé un argument auquel Stalin ne pouvait qu'être sensible après la création de l'Alliance atlantique. Les dirigeants du Kremlin attachaient plus que jamais une importance particulière à la stabilité des républiques fron-

16. APG, f. 14, op. 22, d. 427, l. 66-67, 73.

17. GAPPOD, f. 1, op. 168, d. 6, l. 51-52.

18. APG, f. 14, op. 23, d. 561, l. 8-9.

taïères. Le 30 août suivant les deux généraux furent relevés de leurs fonctions et les divisions nationales survécurent jusqu'en 1956¹⁹. Quelques jours auparavant Bagirov était parvenu à se débarrasser de Kolpakči de la même manière²⁰.

Visiblement Stalin estimait le moment venu de remettre à leur place les militaires. Il jugeait souhaitable de mettre un frein à la politique d'encouragement au chauvinisme russe, craignant de voir les choses échapper à son contrôle et redoutant que l'appel au nationalisme russe ne se retournât contre lui. Craintes qui n'étaient pas dépourvues de fondement : ainsi, le contre-amiral Peltier, à l'époque attaché naval en URSS, raconte dans ses Mémoires qu'il avait vu place Sverdlovsk à Moscou un officier ivre qui vociférait : « Pourquoi nous battre encore pour ce Géorgien ? »²¹.

Les retombées de la guerre froide

De mai 1949 à la mort de Stalin, la Géorgie traversa une période de troubles. De même que les républiques baltes, l'Ukraine occidentale, la Biélorussie et la Moldavie, elle connut des vagues de déportation. Elle eut à subir de surcroît les purges liées à l'« affaire mingrélienne » à partir de novembre 1951.

En effet, après la création de l'Alliance atlantique, les dirigeants du Kremlin adoptèrent un train de mesures draconiennes afin d'écraser dans l'œuf toute dissidence et de renforcer le contrôle de Moscou sur les régions frontalières. Tous les étrangers, les apatrides, ainsi que les étrangers ayant reçu la citoyenneté soviétique furent déportés. Les dirigeants staliniens nettoyaient ainsi la Transcaucasie de tous les gens qui avaient un lien quelconque avec les pays du camp adverse. Les régions frontalières surtout devaient être purgées de toute personne pouvant soi-disant représenter un danger potentiel pour le régime soviétique.

Les documents d'archives nous permettent de reconstituer le mécanisme des purges et des déportations effectuées durant cette période. En 1949 Ruhadze, chef du MGB géorgien, donna l'ordre d'exhumer dans les archives du MGB tous les documents compromettants (des délations essentiellement) qui s'y trouvaient. 25 000 dossiers furent constitués à partir de ces renseignements dont la fiabilité était plus que douteuse ; 25 000 personnes furent donc placées sous surveillance et fichées. Et ce sont elles qui seront victimes des déportations en priorité²².

La réaction de la population géorgienne n'échappait pas aux observateurs étrangers. Ainsi l'attaché naval français à Moscou, le contre-amiral Peltier, qui visita la Géorgie en 1949, écrivait que, dans cette république :

[...] Le sentiment national s'exaspère en prenant deux formes principales : fierté géorgienne et hostilité latente vis-à-vis des Russes.

19. *Ibid.*, I. 2.

20. E. Ismajlov, *op. cit.*, p. 261-262.

21. [R.] Peltier, *Attaché naval à Moscou*, Paris : Éditions France-Empire, 1954, p. 159.

22. APG, f. 14, op. 26, d. 32, l. 168.

Un matin, me promenant au marché, je fus abordé par un marchand d'oranges qui, après m'avoir demandé si j'étais communiste, me confia sur ma réponse négative qu'il avait été en Europe à la fin de la guerre.

— Lorsque je suis revenu en Géorgie, ajouta-t-il, j'ai senti que je n'étais plus libre. Les Russes nous pourchassent. Leur règlement compliqué m'interdit de vous vendre des oranges, comme je le fais actuellement, et leur police finira par m'arrêter. Oui, c'est vrai, ils nous ont apporté du matériel, ils nous ont donné leurs vêtements. Mais je n'en veux pas, de leur blouse, je tiens au costume de mes pères et je veux vivre comme ils ont vécu. Nous n'avons plus de propriété privée ; nous sommes mécontents. Nous resterons Géorgiens et nous ne deviendrons pas Russes²³.

Au printemps 1949, le MGB de Géorgie reçoit l'ordre de nettoyer le littoral la mer Noire des « éléments douteux ». Dans une lettre à Čarkviani datée du 7 mai 1949, le chef du MGB géorgien demande l'autorisation de déporter 40 familles de vieux-croyants russes, venus de Turquie en Géorgie en 1925-1926, et qui avaient reçu depuis la citoyenneté soviétique²⁴. Ce n'était qu'un prélude. Le 29 mai 1949, le Conseil des ministres de l'URSS prend la décision d'expulser de Géorgie, d'Arménie, d'Azerbaïdjan, de la région de Krasnodar, du littoral de la mer Noire, les Grecs, les Turcs et les « dachnaks » (en réalité les Arméniens rapatriés depuis 1945). L'opération, dont le nom de code était « la Vague » (*Volna*), fut réalisée entre le 14 et le 16 juin 1949 : 31 274 Grecs, 2 500 Turcs, 2 677 Arméniens, soit en tout 36 451 personnes furent déportées en Asie centrale²⁵.

Visiblement Stalin n'avait pas pardonné aux communistes grecs de n'avoir pas réussi à prendre le pouvoir. Une note de Ruhadze à Čarkviani datée de juin 1949 révèle en quoi les Arméniens avaient encouru la disgrâce des autorités soviétiques. Les Arméniens étaient revenus dans l'espoir de pouvoir s'installer dans les territoires repris à la Turquie. Lorsqu'ils réalisèrent que leur attente était vaine, leur enthousiasme pour le régime communiste décrut rapidement ; un grand nombre d'entre eux devinrent carrément antisoviétiques. Leur présence en Géorgie avait suscité des tensions qui aggravaient encore les contentieux interethniques existant dans la république²⁶.

Certains auteurs qui ont étudié ces événements ont affirmé que les dirigeants géorgiens de l'époque, Čarkviani et Mgeladze, avaient utilisé à leurs fins l'expulsion des Grecs d'Abkhazie, en repeuplant ces terres de kolkhoziens originaires de

23. [R.] Peltier, *op. cit.*, p. 136-137.

24. APG, f. 14, op. 23, d. 557, l. 131.

25. *Istorija stalinskogo Gulaga : konec 1920-h — pervaja polovina 1950-h godov. Sobranie dokumentov v semi tomah [Histoire du Gulag de Stalin : fin des années 1920 — première moitié des années 1950. Recueil de documents en 7 tomes]*, lu. N. Afanas'ev et al., eds., M. : ROSSPEN, vol. 1, 2004, p. 537-538. APG, f. 14, op. 27, d. 252, l. 72-77. La plupart des Grecs et des Turcs déportés venaient de Géorgie. Les personnes déplacées en juin 1949 de l'ensemble de la région de la Mer Noire et la Transcaucasie se répartissaient de la manière suivante : 36 916 Grecs, 4 635 Turcs, 15 701 Arméniens, *Istorija stalinskogo Gulaga...*, *op. cit.*, vol. 1, p. 673.

26. APG, f. 14, op. 27, d. 252, l. 83-87.

Géorgie occidentale. On a même parlé d'une « grande colonisation géorgienne »²⁷. Cependant aucun document d'archive ne vient étayer cette thèse d'une colonisation délibérée du littoral abkhaze après la déportation des Grecs. Le seul document à ce propos que nous ayons découvert est une lettre de Čarkviani à Stalin datée du 7 juin 1949, soit une semaine avant la déportation. Čarkviani écrit : « Afin de conserver les cultures subtropicales et d'éviter de perdre la récolte de tabac, il est indispensable, après l'opération spéciale, de repeupler les villages vides ou partiellement vides de kolkhoziens provenant d'autres régions de Géorgie dans un délai de 10 à 15 jours »²⁸. Il semble donc que les causes de l'installation de 2 500 familles géorgiennes sur la côte abkhaze soient purement économiques : il fallait des paysans habitués aux cultures subtropicales — n'oublions pas que les agrumes produits dans la région étaient importants pour l'URSS stalinienne tendant vers l'autarcie.

Parallèlement à ces mesures répressives, le contrôle idéologique était renforcé. Le 19 avril 1949 est adoptée une résolution intitulée « Mesures pour protéger le territoire de l'URSS des émissions radio antisoviétiques ». À partir de juillet 1949, les dirigeants géorgiens mettent en place un dispositif de brouillage des émissions de la Voix de l'Amérique, de la BBC et d'autres radios occidentales²⁹. Les populations des zones frontalières sont soumises à un matraquage de propagande anti-occidentale. Šalva Cereteli, chef des troupes du MGB affectées à la protection des frontières, et Rjabov, chef de la section politique des ces unités, adressent une lettre à Čarkviani appelant à renforcer la défense de la frontière turco-géorgienne, « étant donné l'aggravation de la situation » dans cette zone. Pour cela il est, selon eux, indispensable de s'assurer le concours de la population locale. Les organisations du parti de cette zone reçoivent l'ordre de souligner dans leurs séances d'instruction politique que « les dirigeants turcs ont livré leur pays en pâture à l'impérialisme américain qui a transformé la Turquie en forteresse avancée contre l'URSS et les démocraties populaires » ; les populations frontalières devaient par conséquent « assister activement les gardes-frontières et contribuer à l'aménagement technique de la frontière de l'État »³⁰. Mais les dirigeants staliniens s'en remettaient surtout à la force brutale pour réaliser leurs desseins, même si, à partir de 1952, ils prirent quelques mesures pour améliorer le niveau de vie des populations en zone frontalière.

À partir de novembre 1951, une nouvelle vague de répressions déferle sur la république géorgienne qui va être ébranlée sur ses bases. Voulant déboulonner Berija et instaurer son contrôle direct sur la Géorgie, Stalin lance « l'affaire mingrélienne ». Son objectif immédiat était de nettoyer la république de tous les hommes du clan Berija ; en même temps cette purge devait lui permettre de grossir le dossier qu'il

27. S. Židkov, *Brosok maloj imperii* [Le bond du petit empire], Maïkop : Adygeja, 1996, p. 35-41.

28. APG, f. 14, op. 27, d. 252, l. 68.

29. APG, f. 14, op. 23, d. 557, l. 7-16.

30. APG, f. 14, op. 21, d. 520, l. 60, 62.

montait contre l'ancien chef du NKVD, en prouvant que ce dernier jouait un double jeu et qu'il entretenait des contacts avec les services secrets étrangers³¹.

Mihail Baramija, le deuxième secrétaire de la république, Avsentij Rapava, le ministre de la Justice, Vladimir Šonija, le procureur de la république, furent écroués, en même temps que la plupart des secrétaires de *rajkomy* mingréliens. Quelques jours après le déclenchement de « l'affaire mingrélienne », le 16 novembre 1951, Stalin fait adopter une résolution intitulée « La déportation des éléments ennemis du territoire de la RSS de Géorgie ». Le 29 novembre une résolution du Conseil des ministres de l'URSS détaillait les catégories à déporter « définitivement » au Kazakhstan : « les parents proches (père et mère, épouse, fils et famille des fils, frères et sœurs habitant à part mais fichés par le MVD) des émigrés, des traîtres à la patrie et des transfuges réfugiés à l'étranger qui mènent une lutte active contre l'Union soviétique ; les Adjars émigrés en Turquie ; des émigrés et des traîtres à la patrie géorgiens musulmans réfugiés en Turquie ; les rapatriés revenus en Géorgie en 1946-1949 de France, d'Iran et de Chine ; les anciens prisonniers de guerre ayant servi dans les formations nationales de l'ex-armée fasciste allemande ; les anciens passeurs dont les liens avec les services turcs sont suspects, avec leurs familles — au total 6 300 personnes »³². Seule la Géorgie fut frappée de mesures aussi draconiennes, ce qui atteste la virulence du conflit opposant Stalin à Berija.

Effrayés par l'ampleur grandissante de la purge organisée par Stalin, les dirigeants géorgiens durent se résoudre à faire des sacrifices. Sous la pression de Staline ils furent obligés de doubler le chiffre initialement prévu dans la résolution du 29 novembre³³.

Finalement 11 200 personnes furent déportées dans des conditions barbares ; leur seul tort était d'avoir eu des rapports, quelque ténus qu'ils fussent, avec des pays étrangers considérés comme ennemis³⁴. Les *Mémoires* de Hruščev confirment les

31. Nous nous référons à la contribution de Françoise Thom « L'affaire mingrélienne », au colloque « Le Caucase du Sud et la guerre froide » organisé en 2002 en Géorgie par le National Security Archives (Hoover Institution). Voir aussi : *Politburo CK VKP(b) i Sovet ministrov SSSR 1945-1953* [Le Politburo du CC du VKP(b) et le Conseil des ministres de l'URSS, 1945-1953], O. Hlevnjuk, I. Gorlickij, L. Košeleva, et al., eds, M. : ROSSPEN, 2002, p. 349-354 ; *CK VKP(b) i regional'nye partijnye komitety 1945-1953* [Le CC du VKP(b) et les comités du parti régionaux, 1945-1953], V. Denisov, A. Kvašonkin, L. Malašenko, et al., eds, M. : ROSSPEN, 2004, p. 252-259 ; A. Knight, op. cit., p. 159-164 ; P. Sudoplatov, *Specoperacii : Lubjanka i Kreml' 1930-1950 gody* [Les opérations spéciales : La Lubjanka et le Kremlin dans les années 1930-1950], M. : Olma-Press, 1997, p. 509-514 ; K. Stoljarov, *Igry v pravosudie* [Les jeux de la justice], M. : Olma-Press, 2000, p. 141-210 ; O. Hlevnjuk, « Stalin i organy gosudarstvennoj bezopasnosti v poslevoennyj period » [Stalin et les organes de sécurité d'État au cours de l'après-guerre], *Cahiers du Monde russe*, 42 (2-3-4), 2001, p. 542-543 ; N. Petrov, « Repressii v apparate MGB... », art. cit., p. 414-417.

32. *Istorija stalinskogo Gulaga...*, op. cit., vol. 1, p. 544.

33. APG, f. 14, op. 27, d. 8, l. 69.

34. V. Naumov, Ju. Sigačev, eds, *Lavrentij Berija, 1953 : Stenogramma ijuľ'skogo plenuma CK KPSS i drugie dokumenty* [Lavrentij Berija, 1953 : Sténogramme du plénum du CC du PCUS de juillet et autres documents], M. : Meždunarodnyj Fond « Demokratija », 1999, p. 34-35.

réticences manifestées par les dirigeants communistes géorgiens devant les exigences de Stalin :

Le secrétaire du parti géorgien [Čarkviani] était à l'époque un homme recommandé par Berija. Je pense que ce n'était pas un mauvais homme, quoique je ne le connus que de loin. Stalin commença à persécuter tout le monde. Il se mit dans l'idée de déporter en Sibérie tous les éléments antisociaux. Le secrétaire du parti ne voyait aucune raison de le faire et manquait de zèle dans l'exécution des ordres de Stalin. Stalin était fou de rage, et il déversait sa hargne sur Berija, parce qu'il l'avait sous la main. Du reste, il avait raison de se tourner vers lui, car [Čarkviani] dépendait totalement de lui et lui obéissait au doigt et à l'œil³⁵.

Le 27 mars 1952 le *Politbjuro* adopte une nouvelle résolution intitulée « La situation dans le parti communiste de Géorgie ». L'affaire mingrélienne entre dans une phase nouvelle. Čarkviani qui dirigeait la république depuis 1938 fut limogé et remplacé par le nouveau favori de Stalin, Akakij Mgeladze, auparavant secrétaire de l'*obkom* d'Abkhazie puis de Kutaisi. Lors du XIX^e Congrès du parti en octobre 1952, Stalin le fit entrer dans le nouveau Présidium élargi³⁶. Il voulait que Mgeladze eût un accès direct à sa personne, sans passer par Berija. Mgeladze commença immédiatement à étendre les purges, qui atteignirent l'appareil gouvernemental et le komsomol.

L'exemple suivant montre à quel point la Géorgie fut déstabilisée par l'« affaire mingrélienne ». Appliquant à la lettre les consignes du Kremlin, Nikolaj Ruhadze détruisit de fond en comble les réseaux d'agents existant dans les zones frontalières, car ces derniers furent déportés avec les « éléments ennemis »³⁷. Même dans les secteurs stratégiques de la zone frontalière, les réseaux d'agents furent réduits de 10 à 20 fois³⁸. Ces agents étaient soupçonnés de double jeu. Ruhadze lui-même fut limogé en juillet 1952 et arrêté, accusé de ne pas avoir obtenu les résultats souhaités dans l'« affaire mingrélienne » par manque de zèle. Le nouveau chef du MGB, A. Kočlavašvili, dut recréer de toutes pièces de nouveaux réseaux d'agents en 1952. Il fallut encore une fois avoir recours aux archives du MGB pour y repérer les dossiers d'individus jugés prometteurs d'un point de vue opérationnel. La section du renseignement des gardes-frontières fut chargée de revoir tous les réseaux d'agents existants ; les responsables de tous les secteurs locaux du MGB en zone frontalière furent limogés et remplacés.

L'adhésion de la Turquie à l'OTAN expliquait les efforts fébriles entrepris par les autorités soviétiques pour renforcer la frontière turco-géorgienne. Stalin suivait de près les progrès accomplis. Le 25 juillet 1952, Mgeladze lui adresse un rapport indiquant qu'un système de signalisation « Klën » long de 95 km avait été installé, qu'un système de signalisation « Tantale » long de 100 km avait été déployé ; en outre des bandes de contrôle avaient été construites ou remises en état. De même les

35. N. S. Hruščev, *Vremja, ljudi...*, op. cit., t. II, p. 60.

36. A. Mgeladze, op. cit., p. 241.

37. APG, f. 14, op. 26, d. 380, l. 87.

38. APG, f. 14, op. 26, d. 32, l. 163.

frontières maritimes furent renforcées par la construction de deux postes d'observation radio dans les localités de Gonio et de Pitsounda³⁹.

Ainsi donc, la période de troubles que traverse la Géorgie à partir de 1949 s'explique par quatre facteurs :

- la situation frontalière de la république au moment où la guerre froide entre dans une phase aiguë ;
- la présence en Géorgie de minorités qui deviennent aux yeux de Stalin une cinquième colonne potentielle ;
- la lutte de clans qui se déroulait dans les murs du Kremlin, qui faisait de la Géorgie une sorte de pierre de touche, quand Stalin eut conçu le dessein de se débarrasser d'un certain nombre de ses collègues du *Politburo*. Stalin voulait avoir sur sa patrie géorgienne un contrôle semblable à celui que possédait Berija à partir de 1931. Il lui fallait remplacer les gens de Berija par des hommes qui lui étaient personnellement dévoués ;
- le marasme politique qui caractérisait les dernières années du règne de Stalin.

Le choc de la déstalinisation

Cependant les tensions ne retombèrent pas après la mort de Stalin. L'arrestation et l'exécution de Berija ne provoquèrent pas de protestations ouvertes dans la société géorgienne, épuisée par les répressions. Les Géorgiens savaient peu de choses sur les projets de réformes proposés par Berija au printemps 1953, même si le retour des personnes déportées en 1951 et la réhabilitation des victimes de l'« affaire mingrélienne » améliorèrent quelque peu son image dans la république.

De façon paradoxale en apparence, c'est le processus de déstalinisation partielle entrepris par Hruščev qui acheva de détacher les Géorgiens de Moscou. On sait que du 4 au 9 mars 1956, une vague de manifestations antigouvernementales déferla en Géorgie. Les manifestants étaient surtout des jeunes, des étudiants en majorité. Dès le 8 mars le Présidium du Comité central eut tendance à faire retomber la faute de ces troubles sur la direction du parti communiste géorgien, Vasilij Mžavanadze, premier secrétaire de la république, surtout. Pris de panique, celui-ci demanda l'intervention des troupes⁴⁰.

39. APG, f. 14, op. 26, d. 380, l. 86-93.

40. Voilà le compte-rendu de cette session du Présidium :

« Le cam. Molotov : Mžavanadze s'est endormi et n'a rien vu venir.

Le cam. Kaganovič : Il s'est complètement fourvoyé.

Le cam. Bulganin : Le Comité central doit envoyer des délégués en Géorgie.

Le cam. Suslov : Mžavanadze a demandé des chars.

Le cam. Mikoïan : Il faudrait soulever les travailleurs.

Le cam. Vorosilov : C'est honteux. Mžavanadze a perdu son sang froid.

Le cam. Žukov : Le cam. Šikin s'est comporté encore plus mal que Mžavanadze. », A. A. Fursenko, ed., *Prezidium CK KPSS 1954-1964* [Le Présidium du CC du PCUS, 1954-1964], M. : ROSSPEN, 2004, vol. 1, *Černovye protokol'nye zapisi zasedanij; stenogrammy* [Brouillons des notes des comptes rendus des séances, sténogrammes], p. 111-112.

Le 9 mars il y eut un affrontement avec la troupe, qui ouvrit le feu contre des manifestants sans armes. L'opinion géorgienne fut choquée et indignée⁴¹. La plupart des documents d'archives concernant cette période attestent que les motivations profondes de ceux qui manifestèrent en mars 1956 n'étaient pas le désir de défendre Stalin. En réalité, ils voulaient protester contre le chauvinisme russe qui ne cessait de monter et contre les tendances antigéorgiennes dont Hruščev lui-même s'était fait le porte-parole dans son rapport secret au XX^e Congrès — même si ces protestations prirent une forme provinciale en invoquant Stalin. Mais certains slogans appelaient à restaurer l'indépendance de la Géorgie.

À cela s'ajoutaient des causes sociales de mécontentement. La direction khrouchtchévienne avait notamment résolu d'imposer à la paysannerie géorgienne une collectivisation à la russe, en supprimant les mesures qui avaient permis d'adoucir cette dernière en Géorgie dans les années 30 ; ainsi les paysans perdraient la plus grande partie de leur lopin privé qui assurait une bonne part de leurs revenus. C'est ce qui ressort clairement d'un entretien accordé par Hruščev à des communistes italiens le 10 juillet 1956, dans lequel il porte ce jugement sur la politique agraire de Berija :

En Géorgie, une politique économique erronée fut menée. Berija fixa des prix plus élevés pour le raisin de Géorgie et d'Azerbaïdjan, il s'arrangea pour mener la collectivisation de manière à ce que les paysans tirent la plus grande partie de leurs ressources de leur lopin privé. [...] Il est évident que c'est moins la suppression du culte de Stalin que la crainte de perdre leurs privilèges lorsque nous mettrons fin à tous ces abus en Géorgie qui suscite le mécontentement des Géorgiens⁴².

Les événements de mars 1956 firent voler en éclats le mythe du caractère pluriethnique de l'URSS. Or c'est ce mythe qui avait favorisé l'intégration de nombreux Géorgiens dans les structures impériales de l'URSS. Désormais les antagonismes nationaux existant auparavant à l'état latent éclataient au grand jour dans l'empire soviétique.

Pour saisir l'atmosphère de ces journées de mars 1956, reportons-nous au témoignage de Zvjad Gamsahurdija, qui, âgé de 17 ans, était parmi les manifestants :

Le mécontentement montait en Géorgie. Le 9 mars 1956, le troisième anniversaire de la mort de Stalin, les jeunes commencèrent à manifester à Tbilissi. Nous avions 17 ans. Des flots humains défilaient sous des banderoles où on pouvait lire : « Vive Lenin et Stalin ». Nous, nous ne pensions pas à défendre ces

41. Voir à ce propos le rapport de V. P. Mžavanadze adressé au Présidium du Comité central du PCUS le 11.03.1956, APG, f. 14, op. 31, d. 201, l. 13-21 ; voir aussi F. Baazova, « Tanki protiv detej » [Des tanks contre des enfants], *Rodina*, 10, 1992, p. 105-108 ; V. A. Kozlov, *Massovye besporjadki v SSSR pri Hruščeve i Brežneve : 1953 - načalo 1980-h gg.* [Désordres de masse en URSS sous Hruščev et Brežnev : 1953 - début des années 1980], Novosibirsk : Sibirskij hronograf, 1999, p. 155-183 ; *Kul'tura i vlast' ot Stalina do Gorbačeva : Doklad N. S. Hruščeva o kul'te ličnosti Stalina na XX s'ezde KPSS : Dokumenty.* [La culture et le pouvoir de Stalin à Gorbačev : le rapport de N. S. Hruščev sur le culte de la personnalité de Stalin au XX^e congrès du PCUS : documents], M. : ROSSPEN, 2002, p. 257-265 ; *Prezidium CK KPSS 1954-1964*, op. cit., p. 929-930.

42. N. S. Hruščev, « U Stalina byli momenty prosvetlenja » (Stalin a eu des moments de lucidité), *Istočnik*, 2, 1994, p. 87.

symboles morts et ces idées pernicieuses. Intuitivement nous sentions que nous devions nous trouver dans la foule et essayer de canaliser dans un sens national les protestations de ces gens décervelés par des décennies de propagande. Quel triste spectacle que cette foule immense se pressant autour du monument à Stalin. C'était la première fois que je voyais tant de monde. La foule nous porta, mes amis et moi, vers la perspective Roustaveli, près de la poste. Quelqu'un proposa d'envoyer un télégramme au Kremlin. Soudain, sans avertissement, il y eut une rafale de mitraille. Les premiers rangs furent fauchés. La foule resta stupéfaite pendant un instant ; puis elle se mit à piétiner les drapeaux rouges, les portraits des chefs communistes et les slogans mensongers. C'est alors que nous vîmes les beaux visages de la Géorgie en train de s'éveiller. Devant mes yeux la Géorgie stalinienne était en train de se transformer en Géorgie antistalinienne et antisoviétique. Le choc descilla les yeux du peuple, qui comprit que cette image de Stalin était la source de tous ses maux. Plus personne ne criait « Lenin, Stalin », tous scandaient « À bas les communistes ! », « À bas les bourreaux rouges ! », « À bas la soldatesque ! » Car c'était l'Armée rouge stalinienne qui avait tiré sur la foule [...]. Ce n'était pas une protestation au nom de Stalin, c'était une protestation contre la dictature du Centre [...]. Les années ont passé, mais cette atrocité s'est gravée dans ma mémoire : la douleur des parents qui n'avaient pas le droit d'enterrer leurs enfants, les funérailles nocturnes, en cachette, les tombeaux anonymes. Le nombre de victimes était jalousement tenu secret [...]. La faille dans la cuirasse de l'empire devenait béante [...]⁴³.

Lorsque Mžavanadze fut convoqué à Moscou le 23 mai 1956 pour rendre compte des événements devant le Présidium du Comité central, il s'efforça de faire croire aux dirigeants du Kremlin que les émeutes du 4 au 9 mai n'avaient aucune coloration nationaliste. Mžavanadze avait peur de perdre son poste et il tentait de cacher la situation réelle de sa république⁴⁴.

Pour mesurer l'animosité existant désormais entre Moscou et la société géorgienne, il suffit de comparer les déclarations des militaires russes ayant participé à la fusillade de mars et celles des officiers et des soldats de la 74^e division nationale géorgienne stationnée à Kutaisi, telles qu'elles sont rapportées dans les notes compilées par le lieutenant-colonel Dunaev, chef de la Section spéciale du KGB (contre-espionnage militaire) pour la région militaire de Transcaucasie auprès du Conseil des ministres. Il ressort de cette note que les militaires russes interprétaient les manifestations géorgiennes comme une tentative de révolte contre le pouvoir central et le symptôme d'une volonté d'indépendance des Géorgiens ; voici quelques-unes des déclarations les plus caractéristiques des officiers de la 1^{re} division blindée qui avait pris part à l'écrasement de la manifestation :

Les manifestations des Géorgiens, leurs slogans antisoviétiques, leur critique de la politique du parti n'étaient pas un phénomène spontané, mais un mouvement contre-révolutionnaire organisé et préparé à l'avance. Ces éléments hostiles

43. Z. Gamsahurdija, *Avtobiografija : Za nezavisimuju Gruziu* [Autobiographie : pour une Géorgie indépendante], M., 1996, p. 14-15.

44. *Prezidium CK KPSS 1954-1964, op. cit.*, p. 133.

n'agissaient pas seuls et pas sans l'aide de l'étranger. On devine la main de Washington et les dollars américains derrière ces incidents.

Ces individus doivent être fusillés sur-le-champ.

Je suis ravi de l'intervention de notre armée. Il faut que les Géorgiens comprennent que nous n'avons qu'un seul gouvernement soviétique⁴⁵.

En revanche la 74^e division nationale géorgienne était en effervescence. Pendant la période du 4 au 13 mars, toute la garnison de Kutaisi avait été enfermée dans les casernes. Officiers et hommes du rang étaient indignés. Un bon nombre des officiers puisaient leurs informations en écoutant « La Voix de l'Amérique » ; certains n'hésitaient pas à dire qu'en cas de guerre ils passeraient du côté des Occidentaux : « En France on ne tire pas sur les manifestants ». « La Voix de l'Amérique dit la vérité sur ce qui se passe dans notre pays ». « Si le peuple le veut, il peut tout faire et aucun pouvoir ne lui résistera ». « S'il y a une guerre, j'arracherai mes épaulettes et je ne serai pas le seul ». Ce ne sont que quelques exemples des réactions des officiers de la 74^e division nationale géorgienne. L'un d'entre eux alla même jusqu'à proposer d'envoyer un groupe terroriste à Moscou pour y organiser des attentats⁴⁶. Rien d'étonnant après cela au fait que la 74^e division nationale géorgienne ait été dissoute peu après ces événements.

Les rapports du KGB empreints de panique rédigés à cette époque sont unanimes à montrer que l'écrasement sanglant de la manifestation avait fait naître un mouvement national au sein de la jeunesse estudiantine géorgienne, aux tendances nettement antimoscovites. Et il n'était plus question désormais de Stalin. Nous y lisons par exemple que la plupart des étudiants se sentaient solidaires des peuples asservis par l'URSS, notamment des Polonais et des Hongrois⁴⁷.

Détail caractéristique, les hommes du Kremlin se méfiaient tant des Géorgiens qu'ils puisaient alors leurs informations dans les rapports du contre-espionnage militaire et non dans ceux du KGB géorgien qui était pourtant chargé de surveiller la société, notamment les étudiants.

Les mesures répressives adoptées après ces événements (exclusions du parti, limogeages), ne firent que galvaniser la volonté de résistance de la population.

Un rapport rédigé par le chef du KGB géorgien, Aleksej Inauri, et adressé le 5 juillet 1956 à Mžavanadze, révèle l'impact profond des événements de mars (voir doc. II en annexe). Inauri y déplore que « des idées nationalistes hostiles gagnent des gens qui, avant les événements de mars et pendant ces événements, ne s'étaient jamais fait remarquer de manière répréhensible », que les distributions de tracts se multiplient, qu'après les événements de mars « les services spéciaux des pays impérialistes, d'après les renseignements dont nous disposons, s'efforcent d'accroître leur action subversive contre l'État soviétique ». Il signale que les services occidentaux s'intéressent beaucoup à la Géorgie depuis mars, ce qui se

45. APG, f. 14, op. 31, d. 297, l. 27-37.

46. *Ibid.*, l. 1-19.

47. *Ibid.*, l. 48-55.

traduit par un afflux de touristes, de diplomates et de délégations, et conclut qu'il faut s'attendre à des tentatives d'infiltration par la frontière turque, auxquelles participeront des émigrés⁴⁸.

Après ce rapport, Mžavanadze demanda l'autorisation de recréer des sections du KGB dans des districts où elles avaient été supprimées⁴⁹.

Les inquiétudes d'Inauri n'étaient pas dépourvues de fondement, à en croire un rapport du lieutenant-colonel Železnjakov, chef de la Section spéciale du KGB (contre-espionnage militaire) pour la région militaire de Transcaucasie auprès du Conseil des ministres, adressé le 19 septembre 1956 à P. V. Kovanov, deuxième secrétaire de la république. Ce rapport signale que, durant les derniers mois de 1956, les infiltrations d'agents des services étrangers par la frontière turque se sont multipliées ; que le nombre de touristes et de diplomates étrangers visitant la Géorgie et surtout les lieux où étaient stationnées des troupes avait augmenté. Bien que ce rapport fût consacré surtout à des questions de contre-espionnage militaire, il mentionnait que les agents occidentaux s'intéressaient « à l'opinion de la population géorgienne en rapport avec la lutte contre le culte de la personnalité et la condamnation de Bagirov »⁵⁰.

Ce rapport était adressé au second secrétaire de la république et non à Mžavanadze, le premier secrétaire, ce qui en dit long. Hruščev avait décidé de s'appuyer sur les deuxièmes secrétaires russes envoyés par le centre dans les républiques pour contrôler les élites locales, fidèle à la pratique traditionnelle du Kremlin.

Les événements de 1956 marquent à notre avis un tournant dans l'histoire du mouvement de libération nationale de la Géorgie. Les liens idéologiques qui attachaient les Géorgiens au Kremlin furent rompus. Le massacre de manifestants pacifiques défilant sous la bannière de Staline (qui, vu le niveau fort bas de la culture politique en Géorgie, jouait le même rôle intégrateur des Géorgiens dans l'empire russe que l'orthodoxie au XIX^e siècle) dissipa définitivement les naïves illusions provinciales. Désormais, la plupart des Géorgiens avaient pris conscience que la libération de leur pays n'était possible que si l'empire soviétique, quel qu'en fût le régime, était démantelé.

L'ouverture des archives du Caucase du Sud nous permet de mieux comprendre les racines historiques des événements qui ont mené à l'affaiblissement puis à l'effondrement de l'empire soviétique. Ils prouvent que même à l'époque où l'on croyait « la question nationale » résolue, le sentiment antirusse se développait ; et que la volonté des peuples du Caucase de se préserver au sein de l'empire soviétique était largement partagée par leurs élites.

Il ne fait aucun doute que les dirigeants du Kremlin étaient conscients que les peuples du Caucase étaient en quelque sorte le « talon d'Achille » de l'empire soviétique. Ils déployèrent de multiples efforts pour les assimiler et les intégrer par

48. APG, f. 14, op. 31, d. 201, l. 92-93.

49. *Ibid.*, l. 91.

50. APG, f. 14, op. 31, d. 297, l. 44.

la force ou la séduction dans les structures impériales. S'ils obtinrent quelques succès à l'époque stalinienne, pendant laquelle de nombreux Caucasiens accédèrent à des postes élevés dans la nomenklatura soviétique, la déstalinisation s'accompagna dans le Caucase d'un retournement du sentiment national contre l'empire. L'attachement des peuples caucasiens à leur indépendance a contribué à la faillite de l'URSS ; il a miné la Russie eltsinienne et aujourd'hui il constitue le principal obstacle aux projets poutiniens de restauration de l'hégémonie russe sur l'espace post-soviétique.

Centre d'études des mondes russe, caucasien et est-européen (CERCEC)
EHESS

gmamoulia@hotmail.com

I — Extrait du rapport du chef du département de contre-espionnage du MGB de la région militaire de Transcaucasie, le général V. Zarelua, concernant le chef de l'état-major de la région militaire de Transcaucasie, le général Mihail Il'ič Kazakov

259

1

с МАКАРОВИ произошёл сердечный приступ в кабинете МАКАРОВА. Испугавшись, МАКАОВ позвал врача, после чего приказал немедленно отпустить МАКАРОВА, в связи с плохим состоянием здоровья, с августа на май следующего года.

Таким образом, КИЗАСОВА к людям относятся тяжело. В отношении к людям перуассивной атмосфера по всем шкалам. В отношениях к людям перуассивной атмосферы чаще проскальзывают неприязненные отношения к мужчинам, ариям и аборигенам.

В сентябре 1947 года, при подготовке Начальника отдела кадров полковника КОНИЩЕНКО плана переименования офицеров в связи с переходом на новые штаты Управление шло по пути переименования КОНИЩЕНКО в КОНИЩЕНКО-КОЗЛОВ. КОЗЛОВ дал следующий шпак Закавказского Военного округа, КОЗЛОВ дал следующее название:

"Вы поменьше назначайте в штаб округа офицеров местных национальностей. Давайте посылать казаков и татарскую"

В конце 1943 года, откол кадров Завко представил на подпись КАЗАКОВу приказ о назначении офицера воиномата Грив. СОР майора ХАЧАТУРИИ на должность старшего офицера Управления боевой и физической подготовки, - КАЗАКОВ подписать приказ отразился и добавил:

Мне в штаб армии не нужно".

В ноябре 1943 года, штатом округа было направлено письмо Министру Торговли Груз. ССР АРЗЕНДЖЕ об отпуске часов и радиоприемников для натрального фонда комитетского.

АРОСЛИДЖЕ в отпуске этих товаров отказал, что вызвано со стороны КАЗАНОВА злобные ругательства:

26

15

"Я наверное скоро уйду, так как меня неважно бил КИЗЯКОВ и на каждом шагу строит мне препятствия и наговору командующему. Я лично не могу быть нехалким. Это ему не нравится и он злится з Москву, чтобы меня перевели из Зако."

СУСЛИН также был переведен из Закавказского военного округа.

Поведением КАЗАНОВА возмущен начальник Управления боевой и физической подготовки генерал-майор НАУМОВ, кот
ый 12 апреля с/года заявил:

"Генерал Казанов восемь минут в том числе и мне, хотя было еще тринадцать по 3-5 минут, а я ведь тоже был в числе тех, кто в частном порядке и по-прежнему общался с ним. Он чрезмерно притягивал к себе внимание, и как-то привык на мой взгляд, документируя по возможности все, что он делал. Он был очень откровенным, как раз вследствие того, что он был откровенным, хотя они тотчас же и правдивые тех, которыми занимается их Казанов. В связи с этим документами по советской полугодовой войне не утверждения по 10 дней и более, а частями этих указаний."

Генерал-майор ПАУЛОВ после двухмесячной работы в штабе имеет намерение ставить вопрос о своем переводе из Закавказского Военного округа.

В феврале 1960 года начальник 8 отдела штаба подполковник ПИЩЕВ с большим трудом добился приема у КАЗАНОВА для утверждения отчета о заверше окрестного летнего производства за 1948 год. Обнакомившись с документом, КАЗАНОВ заявил:

"Так могут писать только евреи".

Затем перешел к грубым оскорблениям Трубина, разорвал жок-мент, бросил его в лицо и выгнал из кабинета.

В марте с/года, при докладе начальника Управления
гвизии генерал-майора технических войск ИКАРОВА, ЕЛЗМОЗ
незаслуженно нанес ему оскорбление, в результате которого

I — (suite)

<p>23</p> <p>- 7 -</p>	<p>"Зачем просить это перо, разве он понимает, что нужно армии перо писать? Не глупее ли, Египет, Египет не научился писать? Этого министра в России бригадиром колхоза не возьмут, а здесь это перо министром считается."</p> <p>На командира 80 стрелковой дивизии генерал-майора МАРТИОСЯНА за хозяйственные нарушения в дивизии был произведен вылет. При поступлении жалоб МАРТИОСЯНА отмечено только начало, КАЗАНОВ заметил:</p> <p>"Он все никак не поймет, что он командир дивизии, а не армянский торгош".</p> <p>28-го января 1949 года КАЗАНОВ представил назначенный на должность зам. командира 261 стр. дивизии полковник МИТОНН. Встретил его КАЗАНОВ грубо, с такими вопросами:</p> <p>"За чего сюда приехали, кто Бас сюда прислал, что Вас знает в Аджению?"</p> <p>5-го марта с/года при докладе начальником отдела кадров Зяко проекта приказа о назначении на должность начальника военной кафедры института генерал-майора СИГАРАДЗЕ КАЗАНОВ выразил свое несогласие на это назначение и потребовал назначить русского офицера:</p> <p>"На то они и русские, чтобы воевать в войну, со всем миром бороться, заняли КАЗАНОВ, что они армяне, и армяне не способны к должности не смеют."</p> <p>КАЗАНОВ совершенно не "переживает" командира 1-й гв. мех. дивизии генерал-майора БАБАЛАНЦИ, всячески подталкивал свое к нему недовольство. БАБАЛАНЦИ, в личной беседе с генералами, неоднократно выражал свое недовольство и нежелание встречаться с КАЗАНОВЫМ.</p> <p>Также, совершенно без всяких оснований, КАЗАНОВ высказывался на учениях 13 стрелкового корпуса в августе</p>
<p>17</p> <p>- 8 -</p>	<p>1948 года о недостатках командующего 10 гв. стрелковой дивизии генерал-майора ДЖАНДЖАНА, подчеркивая его национальную принадлежность.</p> <p>После того, генерал-полковник КАЗАНОВ оценивая боевые способности войск округа, высказал сомнения по поводу тактики у 216 стрелковой дивизии только потому, что, мол, дивизия азербайджанская и ее ставить на прикрытие иранской границы ни в коем случае нельзя, а нужно держаться в тени."</p> <p>В связи с предостережением персоязычных полков, инспектором военных оркестров Закавказского Военного Округа был составлен репертуарный план маршей для военных частей, принимавших участие в параде, который был одобрен начальником гарнизона генерал-майором ШИРЕНЦЕМ.</p> <p>В этот план, охватывавший около 10-12 маршей, был включен грузинский колонный марш композитора генерал-майора Черепетского.</p> <p>22 апреля войска гарнизона были выведены на проверку готовности к параду, которому проводил начальник штаба округа генерал-полковник КАЗАНОВ.</p> <p>Под фондовый марш первым был пропущен сводный офицерский батальон. Затем сводный марш, под который должны были пройти курсанты Тбилисского артиллерийского училища. Успешно исполненные грузинского марша, КАЗАНОВ сначала стался останавливать оркестр на расстоянии, затем остановил колонну курсантов, подождал к маршу сводного оркестра подполковнику МАКУТЯН и приказал ему прекратить игру.</p>

I — (suite)

- 10 -

сянуте. На учениях в 13 стрелковом корпусе в сентябре 1948 года был случай, когда товарищ КОЛЕСНИКОВ в штабе 10 гв. стрелковой дивизии занял кабинет КАЗАКОВА для проведения освещения. Вернувшись с поля, КАЗАКОВ, увидя, что помещение временно занято КОЛЕСНИКОВЫМ, устроил большой скандал. Смысл его слов был такой:

"Политикам на учения делать нечего. Нужно помещение подготовить им другое".

На основании вышеизложенного пребывание в должности начальника штаба Закавказского Военного Округа генерал-полковника КАЗАКОВА становится нетерпимым. Грубость, нетактичность с товарищескими проявлениями к подчиненным, создает ненормальную обстановку для работы в штабе, что отрицательно влияет на руководство войсками.

НАЧАЛЬНИК УПРАВЛЕНИЯ КОНТРОЛЕМ И МТБ
ЗАКАВКАЗСКОГО ВОЕННОГО ОКРУГА
ГЕНЕРАЛ-МАJOR *Сидоренко* (подпись)

"4" мая 1949 года

- 9 -

Допрошенный по этому поводу 29 апреля с/года полковник МАТУШИН показывал, что поступок генерал-полковника КАЗАКОВА имел форму провинциального тыла.

"В полномочном состоянии генерал КАЗАКОВ обратился ко мне со следующими словами: 'Простите немеренно, что это за марш'".

Я ответил: 'Это грузинский колониальный марш, товарищ генерал-полковник'".

"Тогда КАЗАКОВ мне сказал: 'То, что вы назвали здесь грузинско-грузинские заправки, играйте старый колониальный или еврейский марш'".

По приказанию генерала КАЗАКОВА грузинский колониальный марш был возло исключен из репертуарного плана первомайского парада.

Поступок генерала КАЗАКОВА, выразившийся в грубом прекращении грузинского колониального марша только потому, что он построен на грузинских мелодиях, подпадает под также свидетелями - участниками тренировок директорами военных оркестров подполковником УСТИНОВЫМ, подполковником ИТАУБЫМ и другими.

Совершенно ненормальные отношения КАЗАКОВ имеет с политработниками, которых считает бездельниками и болтунами. В своей повседневной работе мнения Политуправления округа игнорирует и ни одно из своих решений не контактирует с ним. Это приводит к тому, что по округу иногда издается неправильные и политически ошибочные приказания и директивы.

Отношения между КАЗАКОВЫМ и заместителем командующего по политической части генерал-майором КОЛЕСНИКОВЫМ на-

II — Rapport du chef du KGB géorgien, A. Inauri,
au secrétaire du CC du PC géorgien,
le cam. V.P. Mžavanadze, le 5 juillet 1956.

92/

МИНИСТЕРСТВО ГОСУДАРСТВЕННОЙ БЕЗОПАСНОСТИ ПРИ СОВЕТЕ МИНИСТРОВ ГРУЗИНСКОЙ ССР

№ 14-158 " 5 " июля 1956г. г.Тбилиси

Совершенно секретно
экз. № 1

Секретарю Центрального Комитета
Коммунистической партии Грузии
тов. МЖАВАНДЗЕ В.П.

В связи с событиями, имевшими место в Тбилиси и в других городах, 5 - 9 марта с.г. оперативная обстановка в республике значительно изменилась. Националистические элементы, особенно среди интеллигенции и студенческой молодежи, значительно активизировались, проявляя свои враждебные действия, направленные на дискредитацию отдельных решений XX съезда КПСС и проводимых партией и правительством мероприятий.

Поступающая в КГБ при СМ Грузинской ССР от агентуры и других источников информация свидетельствует о том, что националистические враждебные взгляды начинают охватывать и тех лиц, которые как ранее, так и во время мартовских событий ни в чем предосудительном не были замечены.

Враждебные проявления указанной категории лиц характеризуются в основном распространением всякого рода провокационных слухов и враждебных измышлений, распусканием анонимных документов и распространением антисоветских листовок.

Только в марте и апреле текущего года в КГБ при СМ Грузинской ССР поступило свыше 140 антисоветских анонимных документов, по отношению случаев распространения антисоветских листовок было 30.

Подобное положение существует и в других городах и районах Грузии, причем из-за отсутствия в ряде районов органов, поступающие на этот счет данные далеко не полные.

Следует отметить, что после указанных событий разведки империалистических государств, как об этом свидетельствует извлеченная в распоряжении органов государственности данные, стремятся усилить подрывную работу против Советского государства.

Не ограничиваясь использованием своей шпионской агентуры они пытаются активизировать антисоветскую работу грузинских

II — (suite)

них эмигрантских организаций, рассчитывая использовать при этом националистические и другие враждебные элементы, провозвандие в Грузии.

Кроме того, иностранные разведки предпринимают настоятельные меры к выяснению характера имевших место событий и политической обстановки в Грузии в настоящее время через многочисленных иностранцев, приезжающих в Тбилиси и другие города и районы республики /иностранцы туристы, члены различных делегаций, сотрудники дипломатических представительств/.

Анализируя изложенное следует полагать возможные попытки — и забросок в ближайшее время на нашу территорию агентов иностранных разведывательных органов и эмиссаров "загранбюро" грузинских меньшевиков, чему в определенной степени может благоприятствовать наличие сухопутной и морской границы с капиталистической Турцией, которая, как известно, активно используется в качестве плацдарма для подрывной деятельности против СССР американской и английской разведками.

Все эти обстоятельства настоятельно требуют изменения существующей штатной структуры Комитета госбезопасности при Совете Министров Грузинской ССР в направлении серьезного ее усиления, в соответствии со сложившейся оперативной обстановкой.

Доказывая вышеизложенное, прошу поставить вопрос перед ЦК КПСС об образовании аппаратов органов КГБ в районах, в которых таковые ранее были упразднены.

Председатель Комитета госбезопасности
при Совете Министров Грузинской ССР

/ А.ИНАУРИ /